Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse = Gazetta militare svizzera

Band: 69=89 (1923)

Heft: 25

Artikel: Adresse aux Chambres fédérales = Apell an die eidgenössischen Räte = Apell alle Camere federali

Autor: Sarasin

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-2625

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Jahrgang 69 année No. 25 8. Dezember 1923

Allgemeine Schweizerische Militärzeitung
Journal Militaire Suisse
Gazzetta Militare Svizzera

Organ der Schweizerischen Offiziersgesellschaft und des Schweizerischen Verwaltungsoffiziersvereins.
Herausgegeben vom Zentralvorstand der Schweizerischen Offiziersgesellschaft.
Organe de la Société Suisse des Officiers et de la Société des Officiers d'administration.
Publié par le Comité central de la Société Suisse des Officiers.
Organo della Società Svizzera degli ufficiali e della Società Svizzera degli ufficiali d'amministrazione.
Pubblicata per cura del Comitato centrale della Società Svizzera degli ufficiali.
Redaktion: Oberstlt. i. Gst. K. VonderMühll, Basel, Bäumleingasse 13.
Als Beilage erscheint alle 3 Monate: Schweizerische Vierteljahrs-Schrift für Kriegswissenschaft.
Redaktion: Oberst i. Gst. M. Feldmann, Bern.

Inhalt: Adresse aux Chambres fédérales. — Landwehrkurse. — Die Schlagkraft der Armee. — Die zivile Aufklärungsarbeit des Offiziers. — 2. Referentenliste. — Skikurse Gebirgs-Brigade 9. — Totentafel. — Sektionsberichte. — Sommaire de la Revue Militaire Suisse.

Adresse aux Chambres fédérales.

A la suite de la longue période de mobilisation de 1914—1919, pour réduire le budget militaire, les autorités fédérales ont pris les deux mesures suivantes:

1° Elles ont reporté à la 21me année l'obligation de faire l'école de recrues.

2° Elles ont prescrit, pour la conscription, des conditions restrictives, qui n'avaient pas d'autre but que de diminuer le nombre des recrues à instruire et à incorporer.

Les mesures appliquées depuis 4 ans ont eu des conséquences graves, si graves, que la Société suisse des Officiers croit ne pas pouvoir les laisser appliquer plus longtemps sans adresser aux autorités responsables de notre pays, un avertissement et un appel.

En réduisant, comme cela a été fait, le recrutement de notre armée, on a obligé celle-ci à prendre une mesure qui revient à supprimer un quart de nos compagnies de fusiliers et par conséquent à enlever à notre défense nationale le quart de sa force. Et encore il reste très douteux que, même après cette réduction du nombre de nos compagnies, on puisse maintenir l'effectif des compagnies subsistantes au chiffre réglementaire.

Cet affaiblissement de notre armée risque, si on n'y met pas rapidement un frein, de rendre cette armée incapable d'accomplir la tâche, qui, dans l'esprit du peuple suisse, lui incombe: veiller à l'intégrité de notre territoire et à l'indépendance de notre nation.

Ceux qui le provoquent ou qui l'acceptent encourent donc devant le pays tout entier une lourde responsabilité. Ceci d'autant plus que

l'état de l'Europe n'a jamais, depuis plus d'un siècle, été aussi troublé et menaçant qu'il ne l'est actuellement.

D'autre part, grâce aux restrictions apportées actuellement au recrutement, une proportion considérable de jeunes gens, proportion qui dans certains cantons dépasse le 50%, échappe complètement à l'instruction et à l'éducation militaires. Beaucoup d'entre eux seraient aptes à servir dans l'armée et le voudraient. D'autres sont heureux de se décharger d'un devoir peu conforme aux théories dont on nourrit toute une partie de notre jeunesse. Tous perdent à ne pas passer par l'école de recrues, l'école d'ordre, de discipline et de dévouement patriotique qu'est l'armée; et la nation surtout perd grandement à ce qu'un grand nombre de ses enfants échappent complètement à la vieille et robuste tradition qui veut que, dans nos cantons, chaque enfant soit soldat.

Du reste, il faut le dire bien haut, la voie dans laquelle nous sommes est directement anti-constitutionnelle, car le principe du service militaire obligatoire est maintenu dans notre constitution, parce que le peuple suisse le veut, mais il n'est pas appliqué. Les règles du recrutement sont arbitraires et, du reste, déplorables, car elles permettent, d'une part, de réformer des jeunes gens qui seraient pour l'armée de très bons éléments, tandis que, d'autre part, elles laissent passer jusque dans les écoles de recrues des hommes absolument inaptes au service militaire.

C'est pourquoi la Société suisse des Officiers a salué avec satisfaction l'adoption, par le Conseil National, le 26 septembre 1923, d'un postulat de Monsieur le Conseiller National Walther ainsi conçu: «Le Conseil Fédéral est invité à examiner s'il n'y a pas lieu de réviser les instructions sur le recrutement.»

D'accord avec les idées ainsi exprimées et pour maintenir à l'armée les effectifs dont elle aurait besoin pour accomplir sa tâche en cas de danger national,

pour sauvegarder le principe constitutionnel du service militaire obligatoire, partie intégrante du service civique suisse,

la Société suisse des Officiers s'adresse respectueusement aux Chambres fédérales et attire leur attention sur la nécessité de:

1° redonner au recrutement pour l'armée une base normale permettant d'incorporer tous les hommes qui sont aptes au service militaire;

2° revenir le plus tôt possible au principe de l'école de recrues faite dans la 20me année.

Ces mesures entraîneront une augmentation des crédits affectés à l'instruction, mais le but à atteindre en vaut la peine. Si un peuple veut être maître chez lui, il doit avoir une armée, et, si cette armée doit être prête à tout moment à accomplir sa tâche, il faut qu'elle dispose des moyens et effectifs nécessaires. Rien ne serait plus dangereux ni plus absurde que l'entretien à grands frais d'une armée, tout

en lui refusant, par mesure d'économie, les moyens indispensables. Mieux vaudrait alors renoncer à toute défense nationale.

Au nom de la Société suisse des Officiers:
Sarasin, Colonel Divisionnaire,
Président central.

Appell an die eidgenössischen Räte.

Nach den langen Mobilisationsperioden von 1914—1919 haben die Eidg. Behörden folgende beiden Maßnahmen getroffen, um das Militärbudget zu reduzieren:

1. Das Rekrutierungsalter ist auf das 21. Altersjahr festgesetzt worden.
2. Es wurden für die Rekrutierung verschärfte Bedingungen aufgestellt, die nichts anderes bezweckten, als die Zahl der auszubildenden Rekruten zu vermindern.

Diese seit 4 Jahren in Kraft stehenden Erlasse haben schwerschwiegende Folgen gezeitigt, welche die Schweiz. Offiziersgesellschaft zwingen, diese Bestimmungen nicht mehr weiter bestehen zu lassen, ohne an die verantwortlichen Behörden des Landes einen Appell und Mahnruf zu richten.

Durch die Reduktion der Rekruten war die Armeeleitung gezwungen, einen Viertel der Füsilierkompagnien aufzuheben und folglich unsere Wehrkraft um einen Viertel zu schwächen. Ueberdies ist es sehr zweifelhaft, ob trotz des Verschwindens einer Kompagnie pro Bataillon der reglementarische Bestand der verbleibenden Kompagnien beibehalten werden kann.

Diese Schwächung unserer Armee wird, wenn nicht rechtzeitig Vorschub geleistet wird, zur Folge haben, daß dieselbe überhaupt nicht mehr fähig sein wird, die ihr zukommende Aufgabe, unsere Unabhängigkeit zu wahren, zu erfüllen. Diejenigen, welche diese Schwächung verursacht haben oder dieselbe ohne weiteres dulden, nehmen dem ganzen Lande gegenüber eine schwere Verantwortung auf sich. Dies umsomehr, als die Lage in Europa seit mehr als 100 Jahren noch nie so unsicher und drohend war wie gerade jetzt.

Andererseits gehen durch die Einschränkung der Zahl der Rekruten eine große Anzahl, in einzelnen Kantonen bis 50%, der jungen Leute jeglicher militärischen Ausbildung verlustig. Viele darunter wären diensttauglich und möchten nur zu gerne Dienst tun. Andere sind natürlich froh, von einer Pflicht befreit zu sein, die sich nicht mit den Theorien verträgt, welche heutzutage leider einem großen Teile unserer Jugend eingepflanzt werden. Aber alle, die nicht die Rekrutenschule bestehen müssen, haben für immer diese Erziehungsperiode der Ordnung, des Gehorsams und der vaterländischen Pflichterfüllung zu missen. Das Land selbst verliert am meisten dadurch,

daß eine große Anzahl seiner Söhne der alten und bodenständigen Ueberlieferung der allgemeinen Wehrpflicht verlustig geht.

Ueberdies können wir nicht genug betonen, daß wir heute auf einem verfassungswidrigen Boden stehen, denn der Grundsatz der allgemeinen Wehrpflicht besteht immer noch in unserer Verfassung, weil das Schweizervolk es so haben will, aber es wird demselben nicht nachgelebt. Die Rekrutierungsmethoden sind willkürlich und außerdem unzulänglich, denn sie gestatten der Armee sehr geeignete Elemente zu entziehen, und andererseits bestehen ganz Ungeeignete die Rekrutenschulen.

Die schweizerische Offiziersgesellschaft hat es daher freudig begrüßt, daß der Nationalrat am 26. September 1923 dem folgendermaßen lautenden Postulat von Herrn Nationalrat Walther zugestimmt hat: „Der Bundesrat wird eingeladen, die Frage zu prüfen, ob die erlassenen Weisungen betreffend Rekrutierung zu revidieren seien."

Unter Zustimmung zu den so geäußerten Gedanken, um der Armee, die ihr zur Erfüllung ihrer Aufgabe im Ernstfalle nötigen Bestände zu wahren und um dem Grundsatze der allgemeinen Wehrpflicht nachzuleben, hat die Schweiz. Offiziersgesellschaft beschlossen, sich an die hohe Bundesversammlung zu wenden und deren Aufmerksamkeit auf folgende Aenderungsvorschläge zu lenken:

1. Der Rekrutierung sei wieder eine normale Basis zu geben, um alle dienstgeeigneten Leute ausheben zu können.
2. Es sei sobald als möglich auf den Grundsatz des Bestehens der Rekrutenschule im 20. Altersjahr zurückzukommen.

Diese Maßnahmen werden eine Erhöhung des für die Ausbildung nötigen Kredites zur Folge haben, aber für den Zweck ist es der Mühe und Kosten wert.

Soll ein Volk Meister sein in seinem Lande, so muß es eine Armee haben, und soll diese Armee bereit sein, zu jeder Zeit ihre Aufgabe erfüllen zu können, so muß sie über die nötigen Mittel und Bestände verfügen. Nichts ist gefährlicher und absurder als die Erhaltung einer mit großen Kosten verbundenen Armee, der man aber gleichzeitig aus Sparsamkeitsrücksichten absolut notwendige Mittel entzieht. In diesem Falle würde es besser sein, überhaupt auf jede nationale Verteidigung zu verzichten.

Namens der Schweiz. Offiziersgesellschaft:
Sarasin, Oberstdivisionär.
Centralpräsident.

Appello alle Camere federali.

In seguito al lungo periodo della mobilitazione del 1914—1919, le Autorità Federali, al fine di ridurre le spese del bilancio militare, presero le due seguenti misure:

1. Portarono al 21° anno l'obbligo di frequentare la scuola di recluta.
2. Fissarono per la coscrizione delle condizioni restrittive, le quali non avevano altro scopo all'infuori di quello di diminuire il numero delle reclute da istruire e da incorporare.

Le misure così applicate da quattro anni trassero seco delle conseguenze gravi, a tal punto che la Società Svizzera degli Ufficiali ritiene di non doverle lasciare più a lungo applicare senza rivolgere alle Autorità del nostro Paese che ne sono responsabili, un appello attirando su ciò la loro attenzione.

Con la riduzione, come è stata fatta, del reclutamento del nostro esercito, questo venne costretto a seguire una misura che si risolve nella soppressione di un quarto delle nostre compagnie di fucilieri e conseguentemente nella privazione per la nostra difesa nazionale di un quarto della sua forza. E resta ancora molto a dubitare che, anche dopo questa riduzione del numero delle compagnie, sia possibile mantenere alle cifre regolamentari gli effettivi delle compagnie che restano.

Questo indebolimento del nostro esercito minaccia, se non vi si pone un sollecito riparo, di renderlo incapace di provvedere al compito che nell'idea del popolo svizzero gli incombe: vegliare all'integrità del nostro territorio ed all'indipendenza della nostra nazione. Quelli che questo indebolimento provocano od accettano, incorrono pertanto in una grave responsabilità davanti all'intero Paese. Suprattutto poi che la situazione dell'Europa non è mai stata, da oltre un secolo, così oscura e minacciosa come in questi tempi.

D'altro lato per le restrizioni apportate nel reclutamento, una parte cconsiderevole della nostra gioventù, parte che in certi cantoni va oltre il 50%, sfugge completamente all'istruzione ed all'educazione militare. Molti dei nostri giovani cittadini sarebbero capaci di servire nell'esercito e vorrebbero farlo. Altri sono contenti di sottrarsi ad un dovere poco conforme alle teorie che vengono ammanite a tutta una parte della nostra gioventù. Tutti subiscono un danno a non passare per la scuola di reclute ed attraverso quella scuola di ordine, di disciplina e di devozione patriottica che è l'esercito; e soprattutto molto perde la nazione quando un gran numero dei suoi figli sfugge completamente all'antica e forte tradizione che vuole che «dans nos cantons chaque enfant naît soldat».

Occore del resto dire apertamente che la via sulla quale noi siamo è anticostituzionale; poichè, mentre il principio del servizio militare obbligatorio è fissato nella nostra Costituzione perchè ciò è voluto dal popolo svizzero, esso non è però seguito; le regole di reclutamento sono arbitrarie e, ad ogni modo, deplorevoli, perchè esse permettono da una parte di riformare dei giovani che formerebbro dei buoni elementi per l'esercito, mentre lasciano dall'altra passare fin alle scuole di reclute individui assolutamente inetti al servizio militare.

E per ciò che la Società svizzera degli ufficiali ha salutato con compiacimento l'accettazione da parte del Consiglio Nationale, il 26 settembre 1923, di un postulato dell'on. Cons. Naz. Walther, così concepito: «Il Consiglio Federale è invitato ad esaminare se non sia il caso di riformare le istruzioni sul reclutamento».

Accordando nelle idee così espresse e per mentenere all'esercito gli effettivi di cui necessiterebbe per compiere il suo compito nel caso di un pericolo per la nazione;

per salvaguardare il principio costituzionale del servizio militare obligatorio, elemento integrante del dovere civico svizzero;

la Società degli ufficiali rispettosamente si rivolge alle Camere Federali ed attira la loro attenzione sulla necessità di:

1° ridare al reclutamento per l'esercito una base normale che permetta di incorporare tutti gli uomini che sono atti al servicio militare;

2° ritornare il più prontamente possibile al principio della scuola di recluta nel 20° anno.

Queste misure porteranno ad un aumento dei crediti da attribuire all'istruzione. Ma lo scopo da raggiungere ne vale il prezzo. Se un popolo vuol essere padrone nella sua terra, deve avere un esercito e, se questo esercito deve essere ognora pronto ad assolvere il suo compito, occorre che esso disponga del numero e dei mezzi necessari. Nulla sarebbe più pericoloso e nulla più assurdo, del mantenimento con grandi spese di un esercito, al quale, per misure di economica, si negassero tuttavia i mezzi a lui indispensabili. Meglio sarebbe rinunciare a qualsiasi difesa della nazione.

Per la Società Svizzera degli Ufficiali.
Sarasin, Colonello Divisionario.
Presidente Centrale.

Landwehrkurse.

Von Oberst *Knapp,* Kdt. I.-Br. 22, Basel.

Kürzlich konnte man in den Zeitungen lesen, daß auch pro 1924 für die Landwehr keine Wiederholungskurse vorgesehen seien. Wenn auch eine offizielle Bestätigung noch nicht erfolgt ist, so dürfte leider doch zutreffen, daß aus Sparsamkeitsrücksichten der Landwehr wiederum die gesetzlich festgelegte Ausbildungsmöglichkeit vorenthalten werden soll. Zum Glück regen sich ja immer mehr Stimmen, welche die jetzigen Zustände als für die Armee verderblich bekämpfen; aber man findet in Bern anscheinend noch nicht den Mut, von den Volksvertretern wenigstens nur das zu verlangen, was das Gesetz befiehlt.